

# Informations Rapides



30 septembre 2011 - n° 236 **CONJONCTURE**

**Principaux indicateurs**

## ■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 2<sup>e</sup> trimestre 2011

### À la fin du deuxième trimestre 2011, la dette publique s'établit à 1 692,7 milliards d'euros

**Avertissement :** la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.  
La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

**La dette publique augmente de 46,4 milliards d'euros entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2011...**

À la fin du deuxième trimestre 2011, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 692,7 Md€, en augmentation de 46,4 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe *approximativement* à 86,2 %, en augmentation de 1,7 point par rapport au trimestre précédent. La dette publique nette progresse plus modérément (+23,1 Md€).

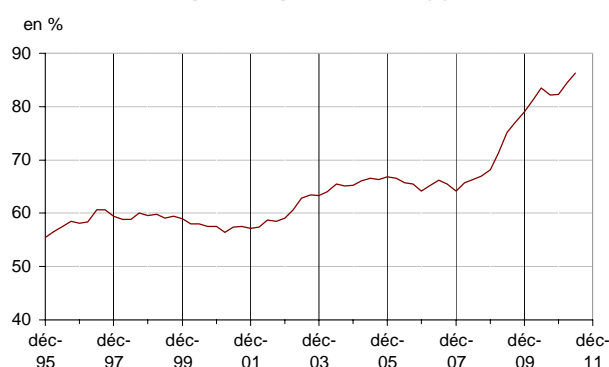
#### ...sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'État

La contribution de l'État à la dette augmente de 52,6 Md€ au deuxième trimestre ; il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme (+44,5 Md€). La dette à court terme et les dépôts des correspondants, hors administrations publiques, progressent respectivement de 4,5 Md€ et 1,8 Md€.

#### ...alors que les organismes divers d'administration centrale, administrations publiques locales et administrations de sécurité sociale se désendettent

La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette diminue ce trimestre (-1,2 Md€) en raison du désendettement de la Société de Prise de Participation de l'État (SPPE) à hauteur de 1,0 Md€. Les administrations publiques locales se désendettent (-2,7 Md€) à un rythme comparable à celui observé lors des deuxièmes trimestres des années précédentes. La contribution des administrations de sécurité sociale baisse (-2,3 Md€). En effet, la reprise de la dette de l'Acoss par la Cades (29 Md€) est en partie financée par des ventes d'actifs (2,1 Md€ du FRR et 5,2 Md€ de la Cades). De plus, l'Unedic se désendette de 1,3 Md€.

**Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (\*)**



**La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument**

	(en Mds€)				
	2010T2	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1591,9</b>	<b>1575,0</b>	<b>1591,2</b>	<b>1646,3</b>	<b>1692,7</b>
en point de PIB (*)	83,5%	82,1%	82,3%	84,5%	86,2%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1252,2	1238,1	1245,0	1286,6	1339,2
Organismes divers d'adm. Centrale	18,5	16,4	15,0	11,9	10,7
Administrations publiques locales	149,6	149,5	160,6	156,6	153,9
Administrations de sécurité sociale	171,6	171,0	170,6	191,2	189,0
dont, par instrument :					
Dépôts	22,0	22,3	23,0	26,4	28,2
Titres négociables	1348,4	1341,9	1346,6	1406,7	1467,0
<i>court terme</i>	259,1	258,4	238,7	243,8	254,4
<i>long terme</i>	1089,3	1083,5	1107,9	1162,9	1212,5
Crédits	221,5	210,7	221,6	213,2	197,6
<i>court terme</i>	42,5	31,8	27,9	26,9	9,9
<i>long terme</i>	179,0	179,0	193,7	186,3	187,6

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFIP, Banque de France

(\*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

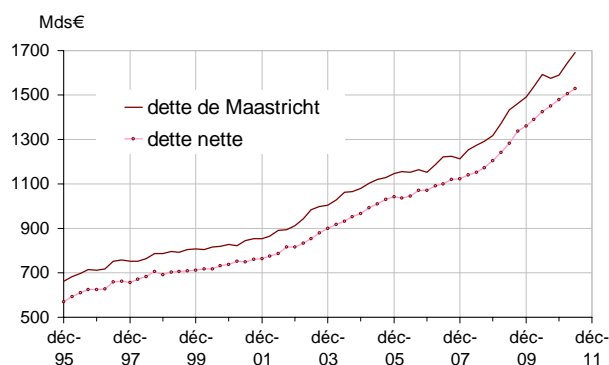
## La dette publique nette en moindre hausse que la dette de Maastricht

Au deuxième trimestre 2011, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 528,1 Md€ (soit *approximativement* 77,8 % du PIB contre 77,2 % au trimestre précédent), en progression de 23,1 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est moins importante que celle de la dette brute en raison de la progression de la trésorerie de l'État (+25,0 Md€). En revanche, les encours de prêts et de titres détenus par les administrations publiques baissent : le prêt de 1,6 Md€ consenti au Portugal dans le cadre du FESF ne compense pas le remboursement des prêts accordés aux constructeurs automobiles (2,0 Md€) ainsi que les ventes d'actifs du Fonds de réserve des retraites (FRR).

## La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2010T2	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1425,8</b>	<b>1452,1</b>	<b>1478,6</b>	<b>1505,0</b>	<b>1528,1</b>
dont :					
État	1147,8	1168,9	1191,6	1207,9	1235,8
Org. divers d'adm. centrale	11,5	11,4	6,5	4,4	2,3
Adm. publiques locales	140,6	140,5	151,4	147,4	144,6
Adm. de sécurité sociale	126,0	131,3	129,1	145,3	145,5



## La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM se stabilise

Au deuxième trimestre 2011, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 204,0 Md€, un niveau en deçà de celui du trimestre précédent (213,1 Md€). La diminution de la valeur des détentions en actions de l'État (-6,2 Md€) et du FRR (-1,0 Md€), liée à la baisse des valeurs énergétiques, s'accompagne d'une diminution notable de la valeur des détentions en OPCVM des administrations de sécurité sociale (-2,0 Md€).

## Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2010T2	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>207,0</b>	<b>214,2</b>	<b>214,4</b>	<b>213,1</b>	<b>204,0</b>
dont :					
État	81,8	85,2	85,7	84,0	77,9
Org. divers d'adm. centrale	25,0	26,2	25,3	27,4	27,1
Adm. publiques locales	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Adm. de sécurité sociale	99,4	102,1	102,7	100,9	98,2



**Remarque :1)** à la suite de la décision d'Eurostat du 27 Janvier 2011, les émissions de l'EFSS (Fonds Européen de Stabilité Financière) destinées à financer les prêts aux pays européens sont réintégrés dans les dettes et les actifs des pays contributeurs de cet organisme. Au deuxième trimestre, cela représente pour la France 2,4 milliards d'euros, représentant la part française du prêt à l'Irlande (0,8 Md€) et au Portugal (1,6 Md€).

**2)** Les niveaux des encours détenus par les administrations publiques ont été revus par rapport au premier trimestre dans le cadre du changement de base des comptes financiers (passage à la base 2005).

## Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method\\_idconj\\_40.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf)
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G885](#), [G886](#), [G1310](#)
- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

Prochaine publication : le 28 12 2011 à 8h45